

Front commun, entente pourrie et lutte anti-austérité **À la gauche Solidaire de se grouiller le cul, maintenant**

Comme on l'apprenait juste avant Noël, les déléguées de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS) de la CSN, toutes catégories confondues y compris les infirmières de la FSSS contrairement à ce que Radio-Canada laissait comprendre, ont rejeté environ aux deux tiers l'entente négociée entre le Front commun et le gouvernement. On peut parier que les fondements de ce refus sont les bas salaires majoritairement des femmes et leurs conditions exécrables de travail. Même la direction de la FSSS ne recommandait pas de la ratifier malgré l'insistance de la direction de la CSN lors de la réunion. Hors Front commun, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) recommande aussi le rejet d'une proposition similaire. Et l'APTS, regroupant les techniciennes et professionnelles de la santé, reste insatisfaite de ce que lui propose le gouvernement au niveau sectoriel. Rien n'est donc joué. Environ le tiers des syndiquées du secteur public ne suit pas la cadence des directions syndicales à la remorque du gouvernement. Qui dit que les syndiquées des autres fédérations, constatant ce début de rébellion, ne s'y joindront pas.

Pour vaincre austérité et hydrocarbures, tout se décide maintenant

L'enjeu de cette contestation de l'alliance du gouvernement et de la haute direction syndicale par une partie substantielle de la militance syndicale dépasse largement la convention collective du secteur public. Si le demi-million de travailleuses et travailleurs de ce secteur capitule pour des *pinotes*, c'est toute la lutte contre l'austérité, dorénavant sans épine dorsale, qui s'en trouvera compromise. Il était assez pathétique d'entendre, lors de la dernière réunion du Conseil central du Montréal-métropolitain de la CSN, toute la discussion sur un plan de mobilisation contre l'austérité sans que personne n'ose parler de l'éléphant dans la pièce, soit l'entente pourrie qui s'annonçait alors. Perturbations et petites manifestations avant-gardistes succomberont vite à la répression et à la provocation policières à moins qu'elles ne s'enlisent dans un stérile terrorisme.

On ne perçoit rien du côté syndical privé qui puisse prendre le relais. La campagne naissante pour un salaire minimum de 15\$ l'heure n'a pas cette capacité non plus. Le secteur communautaire, même devenu plus combatif et plus solidaire, ne pourra pas faire la différence avec ses quelques milliers de manifestantes provenant d'une myriade de petits groupes à la merci du financement gouvernemental. Peut-être un mouvement de parents pour l'école publique... mais sans la mobilisation des professeuses et employés de soutien, le handicap sera grand. Quant au monde étudiant, en panne depuis le printemps dernier, l'expérience du Printemps érable a démontré l'impuissance d'une grève générale illimitée de ce seul secteur, sans le relais d'une grève sociale, pour changer la société. Car il le faut pour vaincre l'austérité et son revers de la médaille, un financement étatique en infrastructures et aides de toutes sortes pour rentabiliser un développement économique assis sur les hydrocarbures, les mines et l'hydroélectricité... et un zeste de Bombardier et de médecine pour les riches.

Peut-on compter sur un relais féministe comme dans la période 1995-2000 ? Peut-être la nouvelle direction de la FFQ fera-t-elle sortir le mouvement du monde confortable des colloques et des grandes déclarations et retrouver celui des manifestations géantes dans les villes centrales et des huit mars combatifs. Même là, une mobilisation féministe, tout comme celle étudiante, ne peut que secouer le monde du travail et des quartiers en vue d'une grève sociale, ce qui serait déjà beaucoup. Autrement, tout ne deviendra qu'agitation de surface qui n'égratignera même pas le gouvernement. Les prochaines semaines deviennent déterminantes pour la suite des choses. Les bases syndicales, abandonnées par leur état-major qui a viré sa veste, sous les coups de boutoir du gouvernement et harcelées par les grands médias, ont besoin de l'encouragement de la seule force crédible restante du jeu politique québécois, soit Québec solidaire. Mais ce n'est pas très prometteur, même du côté de son aile gauche.

L'Intersyndicale de Québec solidaire refuse d'agir à temps

Les deux comités intersyndicaux, Montréal et Québec, de Québec solidaire ont tenu une réunion conjointe 21 décembre 2015. Les difficultés de communication ont transformé celle-ci en deux réunions séparées, dix personnes à Montréal, quatre ou cinq à Québec. L'élément informatif déterminant qui a structuré la réunion de Montréal fut la forte rumeur que la direction de la FSSS allait recommander un rejet de l'entente entre le Front commun et le gouvernement lors du vote des délégués des syndicats locaux le lendemain, ce qui fut confirmé le 23 décembre.

Tous ceux et celles de Montréal paraissaient d'accord avec le mot d'ordre du rejet de l'entente bien qu'il n'y eut pas de vote formel sur ce point. Puis vint la question du « que faire ». Un consensus mou se fit sur la pertinence de convoquer une nouvelle réunion pour le 4 janvier étant donné plusieurs absents et le problème de communication avec Québec, ce qui s'avère bien tard sachant que les assemblées syndicales locales se réuniront dans la première partie de janvier. Une réunion entre la Noël et le Jour de l'an, comme s'apprête à le faire Lutte commune, aurait été de mise. En fait, étant donné l'urgence, s'imposait une décision immédiate, conditionnelle à la confirmation de la nouvelle du rejet par la délégation FSSS à laquelle s'ajouta finalement la recommandation de rejet par la FAE.

Conscients que le 4 janvier était une ultime limite, quatre des dix personnes présentes, après une discussion explorant diverses tactiques et malgré des accusations de sabotage non relevées, votèrent pour une proposition de requérir la présence d'un membre de la direction, suggérant le président-porte-parole du parti. L'idée était de le convaincre, pour que par la suite il convainque la majorité de la direction, que Québec solidaire dénonce publiquement l'entente et qu'elle appuie la base syndicale allant dans ce sens. Sous prétexte de prendre le temps de réunir les informations nécessaires et d'en discuter à part, présumément avant de faire une recommandation à la direction, la majorité des six autres personnes s'y refusèrent empêchant de facto que le parti prenne une décision à temps à moins que d'autres influences se fassent valoir. On reconnaît là la bonne vieille tactique bureaucratique des mesures dilatoires au lieu d'affirmer un franc et argumenté désaccord.

La divergence exprimée par le vote ne paraissait pas en être une sur le diagnostic : l'entente est pourrie et doit être rejetée. Mais, le lendemain, la visite du site Presse-toi-à-gauche, qui reflète les opinions d'une grande partie des personnes partisans de la tergiversation, en fait douter. À la une on trouve la déclaration du Front commun justifiant l'entente et plus bas un article style post-mortem d'un militant FNEEQ satisfait du degré de mobilisation atteint à renforcer pour la prochaine fois. Il y a certes l'article en sens contraire du délégué syndical des employés de soutien de l'école Maisonneuve, Yves Chartrand, publié dans Le Devoir et le mien mais dans la petite colonne « Votre opinion ». Ce choix éditorial, car le collectif ou un de ses porte-parole connus se tiennent cois sur le sujet, signifie que Presse-toi-à-gauche favorise l'entente malgré des réserves. Ce qui explique le vote à la réunion. Autrement, comment expliquer la contradiction d'être contre l'entente mais ne pas vouloir passer à l'action, du moins à temps.

L'alliance honteuse avec la bureaucratie pour l'impossible réforme du capital

Pourquoi ces tergiversations ? La gauche organisée au sein de Québec solidaire est dominée largement par Gauche socialiste et son réseau. Ce regroupement se fait valoir non pas directement — il ne produit aucune littérature ni électroniquement ni sur papier — mais à travers Presse-toi-à-gauche, le Réseau écosocialiste et l'Intersyndicale et certaines instances à Québec (comté de Jean-Lesage, région de Québec). Comme opacité et manipulation, on ne fait pas mieux. Sa ligne politique en est une d'alliance avec la direction sociale-libérale du parti — le responsable national aux communications de Québec solidaire est sur le restreint comité coopté qui dirige Presse-toi-à-gauche mais sans révélation de cette information cruciale dans la biographie affichée sur le site — afin de construire un parti de gauche hégémonique au sein du prolétariat québécois. Il en découle une alliance avec la direction du parti sauf à critiquer sa politique de rapprochement avec le PQ à laquelle il oppose une politique de rapprochement avec les « mouvements sociaux ». Le tout baigne dans une phraséologie anti capitalisme financier masquant un keynésianisme réellement existant et une timide crainte de centralisation pourtant

déjà consommée et celle d'un parlementarisme déjà bien consolidé (voir les deux articles de Bernard Rioux au sujet du dernier Conseil national).

Cette proposition d'unité avec les mouvements sociaux, certainement à soutenir, se fait cependant sur une base réformiste dont le cadre est la stratégie, en trois votes successifs, de l'élection d'un gouvernement Solidaire pour l'élection d'une Assemblée constituante pour tenir un référendum présumément pour un Québec indépendant et de justice sociale. Cette stratégie exclue toute « grève sociale » vers une prise de pouvoir par la rue quitte à ce qu'elle soit cautionnée, avant, pendant ou après, par une élection / assemblée constituante qui consolidera, sans la figer, cette conquête du pouvoir. (Remarquez qu'une assemblée constituante émergeant d'une grève sociale résout l'inextricable dilemme réformiste entre une assemblée constituante démocratique donc pouvant déboucher sur le statu quo fédéraliste, la position actuelle du parti même s'il dit qu'il soutiendra en son sein l'option indépendantiste, et une assemblée constituante indépendantiste dès le départ donc automatiquement anti-démocratique, option proposée par Hochelaga-Maisonneuve qui sera discutée au congrès du printemps.) Cette stratégie suppose seulement une mobilisation sociale d'appoint, pour lui donner un coup de pouce. Le contrôle de la mobilisation, sa limitation au terrain social, requiert l'encadrement coordonné d'une bureaucratie politique, syndicale, populaire, cette caste prise en sandwich entre les deux classes fondamentales de la société et dont le but est la préservation de la « paix sociale » garantissant ses privilèges et son statut.

L'alliance avec les mouvements sociaux, prônée par Gauche socialiste, devient de facto une alliance avec ces bureaucraties. C'est là cependant un aveu que des anticapitalistes ne sauraient faire même pas peut-être à eux-mêmes, d'où leurs tergiversations et autres manœuvres dilatoires. Sauf que la réalité émergente d'une contradiction entre sommet et base syndicales force le chat à sortir du sac comme le montre la politique éditoriale tordue de Presse-toi-à-gauche et les positions alambiquées de sa nébuleuse au sein de l'Intersyndicale. À remarquer qu'en 2010, suite à l'acceptation au début des vacances estivales d'une entente pourrie du même acabit, Presse-toi-à-gauche avait aussi refusé de rendre public le rejet minoritaire de cette offre par d'importants syndicats dont le Syndicat des employées du centre hospitalier de l'université de Montréal (SÉCHUM) et le Syndicat des travailleuses et travailleurs de la santé de Gatineau alors que le journal des lock-outés du journal de Montréal, Rue Frontenac, le faisait pour ce qui est du SÉCHUM. À noter aussi que deux des blogueuses officielles de Presse-toi-à-gauche sont les deux présidentes des fédérations FIQ (infirmières) et CSQ (les deux tiers des professeures) ayant accepté le plus rapidement la présente entente. Étonnant ou peut-être pas si on essaie de masquer la résistance de la base syndicale par des bureaucrates réputées de gauche se révélant finalement bien à droite, pour protéger la direction de Québec solidaire.

Plus ça change...

Pour ceux et celles férus d'histoire ouvrière, ce débat trouve sa racine dans le débat entre Lénine et le courant dit « économiste » au sein du jeune parti révolutionnaire. Ces derniers soutenaient syndicats et grèves, ce qui étant nettement à gauche dans le cadre de la Russie tsariste, mais en autant qu'ils se limitaient à la sphère des revendications économiques donc sans déboucher sur des grève politiques car la politique était réservée à la gauche partidaire dont le but, selon ce courant, était l'alliance avec la bourgeoisie et sous son hégémonie pour renverser le tsarisme, cette étape dit « démocratique » devant être suivi d'un long développement capitaliste préparant les conditions objectives d'une révolution socialiste. Échappait à ses brillants théoriciens, jouissant pour la plupart d'un confort petit-bourgeois, que la bourgeoisie russe d'alors avait noué avec le tsar une solide alliance contre-révolutionnaire. Toute chose étant égale par ailleurs, cette erreur classique se traduit aujourd'hui par la main tendue à la bureaucratie syndicale, souvent par l'intermédiaire de bureaucrates de gauche et leur « intelligentsia », à qui l'on réserve l'exclusivité du social alors que le parti, et sa petite bureaucratie en construction, se réserve la « politique partisane ». Ces braves anticapitalistes ont succombé au piège social-démocrate par accommodement avec la direction du parti tout en tenant un discours de gauche bon teint.

Sous l'angle de l'histoire récente des luttes sociales au Québec, rappelons que l'énorme mobilisation sociale de 1966-1976 culminant en 1972, soit la phase prolétarienne de la dite

« révolution tranquille », a démontré la dramatique absence d'une direction politique de gauche, ce qui a ouvert le terrain au PQ — surtout après l'erreur monumentale du terrorisme en 1970 — issu de l'aile nationaliste du Parti libéral à la fin des années 60. Ce qui fait que l'espèce de grève sociale quasi permanente d'alors a servi de vague de fond qu'a surfé le PQ pour rapidement, en moins de 10 ans après sa fondation, conquérir la majorité parlementaire, à bien distinguer du pouvoir, en 1976. Ce qui a clos la grande mobilisation pour enliser le mouvement indépendantiste dans le cul-de-sac électoraliste de l'étapisme auquel les « purzédurs » n'ont trouvé comme parade que la solution encore plus cul-de-sac de l'élection référendaire dont l'Option nationale est aujourd'hui le porteur.

Brièvement, cette grande mobilisation a resurgi lors de la crise du lac Meech qui a connu son dénouement en juin 1990 — les sondages donnaient le « oui » à plus de 50% — pour mieux être refroidie par la crise d'Oka provoquée par les gouvernements Libéraux à Québec et à Ottawa et récupérée par le nouveau Bloc québécois sous la houlette du Conservateur Lucien Bouchard. Il a suffi ensuite que la direction péquiste sous Parizeau enlise cette remobilisation dans la Commission Bélanger-Campeau résultant de sa « *main tendue à mon premier ministre* » c'est-à-dire à l'habile et rusé « *tricheur* » (Jean-François Lisée) qu'était Robert Bourassa. Au point que les Libéraux nationalistes, qui ont crû au souverainisme de circonstance de leur chef, ont quitté le Parti libéral pour former l'ADQ, ancêtre de la CAQ. Reste que la résurgence de la rue, requinquée par la grande consultation populaire de l'hiver 1994-95, a bien failli faire sauter la digue du fédéralisme néolibéral lors du référendum de l'automne 1995.

Vers un printemps 2016 de la grève sociale

D'où la nécessité d'opter aujourd'hui pour la stratégie de la grève sociale, vers laquelle l'actuel refus d'une partie substantielle de la base du Front commun crée une brèche même ténue. Cette brèche ouvre le chemin intrinsèquement lié de l'émancipation sociale et de la libération sociale du peuple québécois. C'est ce chemin, envahi par la jungle néolibérale et noyé par l'identitarisme, qui mène à un Québec indépendant du plein emploi écologique fier de sa langue, de sa culture et de sa diversité ouverte sur le monde. Il va sans dire que pour élargir cette brèche une prise de position claire et rapide de Québec solidaire dénonçant l'entente pourrie et encourageant la base syndicale à reprendre la mobilisation vers la grève sociale pourrait faire toute la différence.

Un refus majoritaire à la base pose simultanément la question de l'organisation d'une nouvelle direction syndicale en symbiose avec les membres et en qui ceux-ci ont confiance. Cette organisation ne peut qu'émaner des assemblées locales qui en même temps que le rejet ont à s'élire de larges comités de lutte, pouvant comprendre en tout ou en partie les actuelles directions locales, lesquelles auront à construire des comités intersyndicaux (et même syndicaux-communautaires) de lutte et finalement un semblable grand comité national avec ses comités de travail. Le tout avec des délégations et des coordinations amovibles en tout temps.

Cette ré-organisation paraît nécessaire avant de se lancer tête baissée dans une grève générale ou autres grandes et risquées grandes perturbations sous la direction actuelle qui n'aurait cessé de surfer ce mouvement pour mieux le canaliser dans le mur. Ceci dit, la passivité n'est pas non plus de mise car elle enverrait un mauvais signal et serait décourageante. Serait possible une immédiate panoplie d'actions locales et audacieuses culminant dans une gigantesque manifestation nationale anti-austérité peut-être préparée par des manifestations régionales. Viendrait ensuite le temps de la grande et puissante grève sociale lors d'un Printemps 2016 qui serait en mesure de mettre sur le tapis la question du pouvoir politique.

Voilà tout un festin des Fêtes que pourrait déguster à leur réunion cette semaine les militantes et militants de Lutte commune, eux qui ont déjà pris partie pour le rejet de toute entente pourrie. Voilà une bonne occasion pour ce rassemblement de se faire valoir comme la voix de la résistance lors des assemblées locales à venir et par des distributions de littérature.

Marc Bonhomme, 27 décembre 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca